



Le désarroi des diplomates et militaires à la MSC 2018

Par [Thierry Meyssan](#)

Mondialisation.ca, 22 février 2018

[Le Réseau Voltaire](#) 20 février 2018

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [SYRIE](#), [Ukraine](#)

Organisée par des Allemands, la Conférence sur la Sécurité de Munich, s'est transformée en forum mondial des ministres des Affaires étrangères et de la Défense. Chacun voulait anticiper l'évolution politique du moment, tandis que les organisateurs tentaient de faire avancer la cause de leur réarmement. En définitive, si les positions des uns et des autres ont été clarifiées, la question des nouvelles règles du jeu reste en suspens.

La Conférence sur la Sécurité de Munich est devenue au fil du temps la rencontre internationale la plus importante sur le sujet au monde. Créée dans le contexte de la Guerre froide par un noble ultra-conservateur, héros de la Résistance contre le nazisme, Ewald-Heinrich von Kleist-Schmenzin, elle a toujours eu un côté atlantiste et anti-communiste. Elle n'en reste pas moins un événement allemand et non pas une initiative états-unienne.

Fondée en 1963, elle réunissait alors une soixantaine de personnalités. Henry Kissinger, qui n'était alors qu'un espion et un universitaire, et Helmut Schmidt, alors simple député fédéral, y participèrent. Depuis 2009, sous l'impulsion de son nouveau président, le diplomate Wolfgang Ischinger, la conférence n'est plus un séminaire stratégique germano-US, ni même un forum européen, mais l'événement mondial en matière de Relations internationales et de Défense.

La Conférence 2018

L'édition 2018 rassemblait 682 hautes personnalités, dont une trentaine de chefs d'État et de gouvernement, une quarantaine de ministres des Affaires étrangères, une autre quarantaine de ministres de la Défense, et presque tous les patrons des services secrets occidentaux, sans compter les directeurs de think tanks et d'ONG humanitaires atlantiques, ou les journalistes bien-pensants [1]. Depuis trois ans, un sommet des services secrets se tient discrètement en marge de la Conférence.

Le très haut niveau, sans aucun précédent, de cette rencontre s'explique par le désordre international actuel. Chacun a bien vu que le système unipolaire imposé par les États-Unis à partir de 1995 n'est plus. Pour autant, personne ne sait très bien ce qui va suivre.

La presse n'a retenu de cet événement que le show puéril de Benjamin Netanyahu et quelques phrases des uns et des autres. Les vrais enjeux étaient ailleurs.

L'affirmation de la puissance militaire allemande est-elle désormais possible ?

La puissance invitante, c'est-à-dire des Allemands à titre privé et non pas l'État fédéral, entendaient utiliser les participants pour faire avancer ses propres objectifs. Un document distribué à l'entrée, débute par deux articles. Celui de gauche, signé par le ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel, comprend cette phrase : « Il est ni imprudent, ni anti-américain, d'imaginer une Europe sans les États-Unis » [2]. Celui de droite, rédigé par la juriste Constanze Stelzenmüller, analyse les divergences entre le président Trump et ses principaux conseillers pour conclure par une mise en garde face à leurs développements possibles [3].

Juste avant que Berlin ne soit paralysé par l'absence de majorité parlementaire, le gouvernement fédéral réfléchissait à la possibilité d'investir massivement dans son armée et de prendre le contrôle de l'ensemble des armées européennes, française comprise [4]. Il s'agit d'utiliser l'Union européenne au moment où les États-Unis sont en crise pour affirmer au plan politique la puissance économique allemande. Mais comment se passer de la puissante armée britannique après le Brexit ? Comment gérer la force nucléaire française ? Et quelle marge de manœuvre les États-Unis sont-ils prêts à concéder à l'Allemagne ?

Le Premier ministre britannique, Theresa May, a répondu, en ce qui la concerne, que le Royaume-Uni entendait négocier un Traité de Défense avec l'Union européenne, une fois qu'il l'aurait quittée ; ce qui renvoie l'Allemagne à la vision que Winston Churchill en avait. L'Union européenne doit maintenir la stabilité à l'Ouest du continent, Londres sera toujours pour elle un allié solide, mais c'est le gouvernement de Sa Majesté qui fixera les objectifs communs et certainement ni Berlin, ni Paris.

Le Premier ministre français, Édouard Philippe, a dressé l'éloge de l'Europe de la Défense et affirmé que son pays consacrerait 2% de son PIB aux questions militaires en 2025. Capitalisant sur l'excellente communication du président Emmanuel Macron, il a manifesté son soutien aux ambitions allemandes tout en s'abstenant de répondre à la question concrète de la force de frappe. On n'est donc guère avancé : le tandem Macron-Philippe se réjouit du nouveau mécanisme de concertation européenne en matière d'industrie de Défense (le PESCO), mais n'a signé d'engagements concrets qu'avec Londres.

L'énorme délégation US s'est comportée comme imaginé dans le document préparatoire : Washington attache beaucoup d'importance à ses alliés pour renforcer sa crédibilité. Autant dire que l'affirmation de la puissance militaire allemande ne sera possible que tenue en laisse par le Pentagone.

L'Ukraine et la Crimée

Alors que l'Allemagne a voté les sanctions européennes contre la Russie, les membres de la MSC ne remettent pas en question la réunification de la Crimée à la Russie. Ils ne s'appuient pas sur l'exemple de la réunification allemande, car celle-ci ne s'est pas faite au détriment d'un autre État, mais sur leur propre initiative de reconnaître l'indépendance de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine contre la volonté de la Fédération yougoslave (actuelle Serbie) [5]. Ils analysent la crise ukrainienne en termes de tectonique des plaques. Pour eux, les forces qui se sont affrontées là-bas durant une vingtaine d'années ont abouti à ce divorce. Dès lors, la question du Donbass est celle de la délimitation des plaques. La réponse n'est pas la même selon que l'on observe l'Histoire longue ou courte.

Quoi qu'il en soit, la MSC considère les accords de Minsk II comme la seule solution de paix, mais elle ne les comprend pas de la même manière que Moscou, ce texte étant

particulièrement imprécis.

Les Allemands ont été surpris par la proposition du président Vladimir Poutine de déployer une force de stabilisation des Nations unies au Donbass. Ils la comprennent comme chargée de faire respecter l'ordre de Kiev et donc, de désarmer la région tandis que le gouvernement ukrainien pourrait, lui, se préparer à un nouvel affrontement. Ce n'est évidemment pas le point de vue russe.

Une dizaine de personnalités ukrainiennes étaient présentes à Munich. Certes, le président Petro Poroschenko et ses alliés comme son ministre des affaires étrangères Pavlo Klimkin (ancien ambassadeur à Berlin) ou le maire de Kiev Vitali Klitschko (ex-champion du monde de boxe poids lourds WBO & WBC, « héros » du Maïdan). Également des leaders économiques comme Natalie Jaresco (une ex-employée du département d'État US, placée par Washington comme ministre des Finances) ou le patron de Naftogaz, Andriy Kobolyev, et les oligarques Viktor Pinchuk et Sherhiy Taruta. Mais ne faisant qu'une confiance très limitée à l'équipe actuellement au pouvoir, la MSC avait également invité Yulia Timoschenko, les députés Mustafa Nayyem (le déclencheur du Maïdan) et Svitlana Zalishchuk (US National Endowment for Democracy).

Dans une salle séparée, hors des regards, les représentants de la France, l'Allemagne, l'Union européenne et la Russie ont rencontré ceux de l'Ukraine. Rien n'a avancé et surtout pas l'idée d'un déploiement de Casques bleus.

Le Moyen-Orient vu par Berlin

L'Allemagne s'est considérablement investie dans le projet US au Moyen-Orient (stratégie de destruction des sociétés et des États conçue par l'amiral Arthur Cebrowski [6]), mais peu dans le projet états-uno-britannique des « printemps arabes ». Elle héberge et soutient depuis la Guerre froide plusieurs quartiers généraux des Frères musulmans, dont celui des Syriens à Aix-la-Chapelle. Elle a participé à l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri [7]. Elle a co-rédigé en 2012 le plan Feltman de capitulation totale et inconditionnelle de la Syrie [8]. Actuellement, Volker Perthes, le directeur de la Stiftung Wissenschaft und Politik, son think tank étatique, est conseiller de Jeffrey Feltman à l'Onu.

Depuis plusieurs années, les documents internes du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) sont des copiés-collés des notes de Volker Perthes pour le gouvernement allemand.

Volker Perthes était bien entendu présent à Munich [9] avec Jeffrey Feltman et leurs amis, Lakdhar Brahim, Ramzi Ramzi, Steffan de Mistura, les généraux David Petraeus (le fond KKR était aussi représenté par Christian Ollig) et John Allen (Brookings Institution), ainsi que Nasser al-Hariri, le président de la Haute-Autorité pour les négociations (opposition syrienne pro-Saoudienne), Raed al-Saleh le directeur des Casques blancs (Al-Qaïda) et leurs sponsors qataris, dont l'émir Thamim.

Dans un article du document préparatoire de la Conférence [10], Volker Perthes assure que l'équilibre politique du Moyen-Orient vient de basculer. Mais il raisonne en s'appuyant sur ce qu'il souhaite et non pas sur ce qu'il voit. Il assure que le gouvernement de Damas est épuisé par la guerre alors qu'il vient de tendre un piège savant aux Israéliens et est parvenu à détruire un de leurs avions. Il évalue la rivalité saoudo-iranienne en croyant que Riyad est en position de force alors que le contre-coup de Palais s'organise depuis l'étranger. Il

imagine que les Émirats vont aider l'Arabie saoudite contre Téhéran, alors qu'ils viennent d'imposer à Riyad la partition du Yémen et qu'ils tirent la richesse de Dubaï du contournement de l'embargo anti-iranien.

Les erreurs de Volker Perthes ont été prolongées par celles —volontaires— des trois patrons du BND allemand (Bruno Kahl), du MI6 britannique (Alex Younger) et de la DGSE française (Bernard Émié), qui ont expliqué dans une salle à part, devant un public choisi pour sa crédulité, leurs inquiétudes face à l'opération turque en Syrie. Les trois hommes ont feint de croire que les combattants du YPG sont les meilleurs remparts face à Daesh, alors qu'ils devaient former avec d'ex-daeshistes la Force de sécurité aux frontières et que, cette semaine, plusieurs officiers jihadistes ont été arrêtés par l'armée arabe syrienne en rejoignant Afrin mêlés aux combattants kurdes [11]. Certes, le métier de ces trois maîtres-espions est de savoir à qui ils doivent la vérité et à qui ils peuvent mentir. Continuant sur leur lancée, ils ont laissé entendre que l'armée arabe syrienne utilise des armes chimiques —profitant ainsi de l'absence dans la salle du secrétaire US à la Défense, Jim Mattis, qui avait souligné quelques jours plus tôt l'inexistence de preuve en la matière [12]—.

En définitive, avant de se réarmer massivement, l'Allemagne devrait choisir avec plus soin ses analystes de politique étrangère.

Thierry Meyssan



Notes

[1] « [Liste des 682 participants à la Conférence sur la Sécurité de Munich 2018](#) », Réseau Voltaire, 18 février 2018.

[2] “Power boost. The EU must win the conflicts of the future”, Sigmar Gabriel, *Security Times*, February 2018.

[3] “Power outage. « America first » means America alone”, Constanze Stelzenmüller, *Security Times*, February 2018.

[4] « Ambitionierte Rahmennation : Deutschland in der Nato », Rainer L. Glatz, Martin Zapfe, *SWP-Aktuell* #62, août 2017.

[5] “Chain of secession”, Andreas Zumach, *Security Times*, February 2018.

[6] *The Pentagon's New Map*, Thomas P. M. Barnett, Putnam Publishing Group, 2004. « [Le projet militaire des États-Unis pour le monde](#) », par Thierry Meyssan, *Haïti Liberté* (Haïti) , Réseau Voltaire, 22 août 2017.

[7] « [Révélations sur l'assassinat de Rafiq Hariri](#) », par Thierry Meyssan, *Odnako* (Russie) , Réseau Voltaire, 29 novembre 2010.

[8] « [L'Allemagne et l'Onu contre la Syrie](#) », par Thierry Meyssan, *Al-Watan* (Syrie) , Réseau Voltaire, 28 janvier 2016.

[9] Sur les interventions de Volker Perthes à la Conférence 2017, lire : « [Le détournement de la Conférence sur la Sécurité de Munich](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 21 février 2017.

[10] “Bismarck would blush. The political geometry of the Middle East has been redrawn in the last

year", Volker Perthes, *Security Times*, February 2018.

[11] Un accord a été conclu entre le YPG et les autorités syriennes. Les combattants kurdes ont été autorisés à traverser les zones contrôlées par l'armée arabe syrienne pour rejoindre leurs « frères » à Afrin et y lutter contre l'armée turque. Mais cet accord n'est valable que pour les anarchistes kurdes, pas pour les jihadistes étrangers.

[12] « [Jim Mattis réfute les « Fake News » d'Israël et de l'Otan](#) », par Thierry Meyssan, *Al-Watan* (Syrie) , *Réseau Voltaire*, 14 février 2018.

La source originale de cet article est [Le Réseau Voltaire](#)
Copyright © [Thierry Meyssan](#), [Le Réseau Voltaire](#), 2018

Articles Par : **[Thierry Meyssan](#)**

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : *L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations* (éd. JP Bertrand, 2007).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca